

RAPPORT
ANNUEL
2025





Discussion avec les gardiennes de l'eau sur le suivi et la gestion de l'eau, Réserve Nationale Salinas y Aguada Blanca, Pérou © DESCOSUR

SOMMAIRE

Instances	4	Compte de résultat de l'exercice 2025	28
Mot du Comité	6	Bilan au 31 décembre 2025	30
Vie associative	8	Annexe 1 : tableau de variation des fonds affectés aux projets en 2025	31
Présence dans la cité	10	Annexe 2 : financements reçus pour les projets en 2025	32
Justice environnementale et accès à l'eau	12	Répartition des fonds	34
Droits et empowerment des femmes	17	Un grand merci !	35
Souveraineté alimentaire et énergétique	22		

Édité par emp'ACT, Genève, mai 2026. Imprimé en 500 exemplaires sur papier recyclé FSC.

Illustration de couverture : Savoir-faire local de transformation du manioc en gari, Aguidagbadè, © GRADSE.

Graphisme : Nicolas Courlet.

INSTANCES

Comité

Présidence :

Dalia Pacheco (dès le 30 juin 2025).

Membres :

Umberto Bandiera, Laurence Gaubert-Henry, Estelle Rosa, Delphine Stalder et Claudia Wyrsh (présidente jusqu'au 30 juin 2025, vice-présidente dès le 30 juin 2025).

Vérificateurs·trices aux comptes

Internes :

Ingrid Rojas et Virginia Villegas-Pasche (depuis le 30 juin).

Externe :

Fiduciaire Warrin et Chatton S.A.

Secrétariat

Alejandro Mackinnon (Secrétaire général), Sandra Ernesto (Chargée de programme).

En mission temporaire :

Maria Gloria Demestral, Angela Amorós, Cynthia Fleury.

Stagiaires UNIGE :

El Hadji Fallou Dioume, Camile Blaise et Viako Lokossou.

Partenaires terrain

En Colombie :

Enda-Colombie, à Bogota
Penca de Sábila et Vamos Mujer, à Medellin.

Au Pérou :

Cesip et Desco-Ciudadano, à Lima
DescoSur, à Arequipa.

Au Togo :

GRADSE et MVCP, à Sokodé
ETD, à Lomé
Cetramode, à Dapaong.



L'association fonctionne grâce au soutien d'une soixantaine de personnes bénévoles qui collaborent dans le cadre de nos actions et manifestations.



emp'ACT est membre de :

- APRES-GE – Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire
- Coalition pour les multinationales responsables
- FGC – Fédération Genevoise de Coopération
- FSE – Fédération Suisse d'entreprises
- Genève Bénévolat – Plateforme genevoise du bénévolat
- PSA – Plateforme Souveraineté alimentaire de la FGC

emp'ACT est partenaire de :

- Black Movie
- CAGI - Centre d'Accueil de la Genève Internationale
- Festival FILMAR en Amérique latina
- PPE+ - Programme d'Expériences Professionnelles dans l'Economie sociale et solidaire
- PS-EAU Programme Solidarité Eau
- Race for gift
- Syni-Lausanne - Bureau des emplois temporaires subventionnés de la Ville de Lausanne



Table ronde « Coopération internationale : la réciprocité est-elle possible », Festival Filmar en Amérique latina, Genève, © FILMAR

MOT DU COMITÉ

La coopération internationale traverse aujourd'hui une zone de turbulences : réduction des financements, durcissement des rapports géopolitiques, crises qui s'enchaînent et s'installent, affaiblissement du multilatéralisme et du droit international. Le cadre dans lequel nous agissons se transforme rapidement et nous impose lucidité et détermination. Il ne s'agit plus seulement de s'adapter, mais de se réinventer.

Face à ces défis, notre Comité a fait un choix clair : celui de la transformation, dans la continuité de ses engagements. Nous refusons le repli et la résignation. Nous affirmons, au contraire, notre volonté de repenser nos modes d'action, de renforcer notre résilience collective et de porter une vision exigeante et responsable de la solidarité internationale.

Se réinventer, c'est d'abord reconnaître et consolider ce qui fonctionne. C'est aussi identifier et défendre les initiatives porteuses d'avenir, y compris quand le contexte semble défavorable. En 2025, emp'ACT a soutenu 13 projets en Colombie, au Pérou et au Togo, en s'appuyant sur la capacité d'action des organisations locales. En Colombie, la reconnaissance officielle de la gestion communautaire de l'eau constitue une avancée historique. Elle est le fruit de plus de quinze années d'engagement de nos partenaires, Enda Colombia et Penca de Sábila, accompagnés avec constance par emp'ACT, même lorsque leurs démarches semblaient hors de portée. Elle démontre que des solutions concrètes, équitables et durables existent – et qu'elles émergent là où les communautés s'organisent, innovent et persévèrent.

Se réinventer, c'est également accepter de nous transformer nous-mêmes. À Genève, notre association a engagé une évolution de sa gouvernance pour la rendre plus horizontale, plus agile et plus fidèle à ses valeurs. Dans un contexte incertain, notre solidité dépend de notre capacité à évoluer, à apprendre et à nous remettre en question.

La résilience que nous construisons n'est pas une posture défensive : c'est une dynamique. Elle nous pousse à innover, à renforcer nos alliances, à soutenir les dynamiques collectives capables de répondre aux défis sociaux et environnementaux contemporains.



Race for Gift, Genève,
©Orbisswiss Photos & Press

Cette transformation exige toutefois des moyens à la hauteur de nos ambitions. Pour consolider notre impact et accompagner durablement nos partenaires, votre soutien est essentiel.

Aujourd'hui, nous faisons appel à votre engagement ! Vos dons permettent de pérenniser nos actions, de soutenir cette transformation et d'ouvrir de nouvelles perspectives. Dans un contexte de ressources contraintes, ils sont déterminants.

À ce moment clé, soutenir emp'ACT, c'est faire le choix d'une solidarité active, ancrée dans les réalités de terrain et tournée vers l'avenir.

Nous vous remercions pour votre confiance et votre fidélité. Ensemble, poursuivons cet engagement et construisons des réponses à la hauteur des défis de notre temps.

VIE ASSOCIATIVE


Dans un contexte particulièrement tendu pour la coopération internationale, notre stratégie institutionnelle a été mise à rude épreuve. Le retrait de la DDC d'Amérique du Sud, la réduction des quotas de la FGC, les nouvelles exigences de cofinancement ainsi que la complexification des procédures administratives nous ont contraints à nous adapter rapidement. En somme, il a fallu faire plus avec moins.

Face à ces défis, nous avons poursuivi la diversification de nos sources de financement tout en renforçant les capacités de nos partenaires locaux afin de leur permettre de répondre à ces nouvelles exigences. Parallèlement, nous avons maintenu une participation active aux plateformes et groupes de réflexion de la FGC, contribuant ainsi à l'élaboration de réponses collectives. Dans un souci de cohérence et de responsabilité, nous avons également choisi de ne pas étendre nos interventions à de nouveaux pays, afin d'éviter de susciter des attentes que nous ne serions pas en mesure de satisfaire.

Notre engagement s'est aussi traduit par un plaidoyer en faveur du maintien des financements pour les projets en Amérique du Sud. Aux côtés d'autres organisations membres de la FGC, nous avons élaboré un argumentaire solide, présenté aux collectivités publiques genevoises. Sensibles à ces enjeux, celles-ci ont réaffirmé leur soutien aux projets menés en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nous leur exprimons notre profonde reconnaissance pour cet appui constant.

Conférence annuelle FGC, Genève, @emp'ACT





Sur le plan institutionnel, l'assemblée générale de juin 2025 a marqué une transition importante avec l'élection de Dalia Pacheco à la présidence de l'association, tandis que Claudia Wyrsh a repris la vice-présidence. Le Comité s'est réuni à une dizaine de reprises au cours de l'année, traitant des enjeux institutionnels et initiant un groupe de travail ad hoc consacré à la gouvernance. Le Secrétariat et le Comité sont aujourd'hui pleinement engagés dans une réflexion visant à mettre en place une gouvernance renforcée, plus horizontale et mieux adaptée aux défis actuels, notamment dans la perspective du départ à la retraite du Secrétaire général.

Dans des contextes sociopolitiques souvent fragiles, la mise en œuvre des projets requiert un travail constant de coordination, de dialogue et d'adaptation. En 2025, 13 projets ont été menés en Colombie, au Pérou et au Togo, bénéficiant directement à plus de 70'000 personnes. Quatre projets se sont achevés et six nouveaux ont été lancés, illustrant le dynamisme et la vitalité des partenariats. À Genève, trois initiatives de sensibilisation ont également été développées.

En parallèle, nous avons poursuivi notre engagement au sein de la Plateforme Souveraineté Alimentaire (PSA) de la FGC, favorisant les échanges et la mise en réseau de nos partenaires togolais avec d'autres acteurs de terrain. Leur participation à des ateliers, webinaires et espaces de dialogue a contribué à renforcer leurs compétences et leurs réseaux à l'échelle régionale.

L'équipe du Secrétariat s'est par ailleurs étoffée grâce à l'arrivée de professionnel·le·s engagé·e·s dans le cadre de missions temporaires, en partenariat avec les programmes PPE+ (APRÈS-Genève) et SYNI (Ville de Lausanne). Dans une dynamique de collaboration académique, trois étudiant·e·s de l'Université de Genève (niveau Master) ont également contribué à nos travaux, en menant des recherches sur les pratiques agroécologiques en milieu sahélien, les impacts du changement climatique sur l'agriculture, ainsi que les enjeux de genre et de souveraineté alimentaire en lien avec nos projets au Togo.

Enfin, notre communication a continué de se développer. Avec près de 3'000 abonné·e·s, nos réseaux sociaux (LinkedIn, YouTube, Facebook, Instagram) ont généré plus de 28'000 interactions au cours de l'année. Notre e-newsletter est, quant à elle, diffusée régulièrement à environ 500 abonné·e·s.

LA PRÉSENCE DANS LA CITÉ

Festival Black Movie (janvier 2025):

Trois tables rondes organisées par emp'ACT ont abordé la liberté, la culture et la justice sociale. Elles ont traité des dérives judiciaires et de la réinsertion après l'enfermement, du rôle du cinéma africain comme levier de transformation sociale, ainsi que des enjeux d'une mode éthique face aux impacts humains et environnementaux de l'industrie textile.

Plateforme Souveraineté Alimentaire (février 2025):

Un webinar a mis en lumière le travail de notre partenaire GRADSE, notamment à travers une fiche de capitalisation sur la microfinance.



Fête de la musique, juin 2025,
Genève, © emp'ACT

Race for Gift (mai 2025):

Une vingtaine de participant-e-s se sont mobilisés lors de cette course solidaire, permettant de récolter un peu plus de CHF 6'000 en faveur de nos activités.

Fête de la Musique (juin 2025):

Nous avons tenu notre traditionnel stand de plats sud-américains, dont les recettes (CHF 12'000) ont été intégralement réaffectées à nos projets.

Festival Filmar en América Latina (novembre 2025):

En partenariat avec l'association Cinéma des trois mondes, nous avons organisé la soirée des ONG, réunissant une dizaine d'organisations engagées pour le maintien de la coopération sur le continent. Une table ronde intitulée « Coopération internationale : la réciprocité est-elle possible ? » a permis de débattre des rapports de pouvoir et des perspectives d'une collaboration plus horizontale et décoloniale. Nous avons également participé à la remise du prix FOCUS SUD (en partenariat avec la FGC et Solidar Suisse). Enfin, à la suite de la projection du film péruvien Quédate quieto, nous avons animé une discussion sur la marginalité urbaine, en lien avec notre projet Ciudad Mujer.

Table ronde « Le futur de la mode »,
Festival Black Movie, Genève, © Kenza Wadimoff



JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET ACCÈS À L'EAU

En 2025, la Colombie a franchi des étapes importantes dans la reconnaissance de l'eau comme bien commun et droit humain, malgré des inégalités territoriales persistantes et des tensions autour de l'accès aux ressources naturelles.

Après 15 ans de mobilisation et de plaidoyer du réseau des aqueducs communautaires, soutenu par Penca de Sabila et Enda Colombia, une politique publique, un décret sur le minimum vital en eau et assainissement, ainsi que le projet de loi sur les aqueducs communautaires ont été adoptés, offrant un cadre légal à 30 000 organisations.

Ces avancées représentent un espoir concret pour des milliers de communautés qui, au quotidien, organisent et protègent l'accès à l'eau. Les communautés elles-mêmes ont porté la loi, en s'organisant, en se mobilisant et en défendant l'eau comme un droit humain fondamental. Ce mouvement est un exemple vivant de démocratie participative, où les populations décident et gèrent ce qui est essentiel pour la vie.

À l'inverse, au Pérou, nos partenaires locaux alertent sur un affaiblissement progressif des politiques environnementales et les limites d'une gestion de l'eau encore largement centralisée et influencée par des intérêts extractifs. Malgré des cadres

participatifs, les communautés locales restent souvent marginalisées dans les processus décisionnels, ce qui fragilise la reconnaissance effective de l'eau comme bien commun. D'où la nécessité de rester vigilants et de renforcer l'action collective pour préserver les acquis et soutenir la résilience des communautés face à d'éventuels reculs.

Rencontre avec le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, octobre 2025, Bogota, © Penca de Sabila



Colombie Défense du droit humain à l'eau, du droit à la gestion communautaire de l'eau et de la préservation de la souveraineté hydrique en Colombie

| EN COURS | 2025-2028 | Penca de Sábila

En s'appuyant sur l'adoption de la loi de reconnaissance de la gestion communautaire de l'eau, le projet contribue à une gouvernance plus juste et participative des ressources hydriques. Il soutient les communautés d'Antioquia, Boyacá et Nariño dans leur action collective pour l'eau, levier de justice environnementale et sociale, et contribue à renforcer la mise en œuvre effective du cadre légal.

La première année, 69 leaders (30 femmes et 39 hommes) ont été formés en compétences techniques, organisationnelles et politiques, et 60 femmes ont été accompagnées pour renforcer leur leadership et l'égalité de genre au sein de leurs associations.

Au niveau local, 6 réseaux d'aqueducs communautaires ont mené des actions de suivi et de plaidoyer. Parmi eux, 2 ont entamé la construction d'accords publics-communautaires. L'objectif est de renforcer la capacité d'au moins 10 réseaux à influencer les politiques publiques.

En matière de plaidoyer et d'appui juridique, le projet a contribué aux avancées législatives, notamment la politique publique de gestion communautaire de l'eau. Il a également appuyé une trentaine de gestionnaires dans la défense de leurs droits via des actions juridiques et citoyennes.

Le projet s'inscrit dans des dynamiques internationales (ONU, Blue Planet Project, Red VIDA et la Plateforme des accords publics-communautaires), illustrant le rôle des communautés comme actrices du changement dans la construction de modèles de gestion de l'eau plus justes et inclusifs.

« La coopération d'emp'ACT a été fondamentale au cours de ces années, en contribuant à la constitution des Aqueducs Communautaires en tant que sujet politique collectif, ainsi qu'à leur mise en réseau au sein d'associations municipales et régionales qui convergent dans le Réseau National des Aqueducs Communautaires de Colombie. »

Lina Mondragón Pérez, Directrice Corporación Ecologista y Feminista Penca de Sabila

Colombie La gestion communautaire garante d'un accès durable à l'eau potable

| TERMINÉ | 2021-2025 | avec Enda Colombia

Les communautés de Boyacá, Cundinamarca, Caldas, Valle del Cauca et Meta ont été accompagnées pour renforcer la gestion communautaire de l'eau face à des enjeux sociaux et environnementaux majeurs.

Grâce au plaidoyer, la gestion communautaire de l'eau a été intégré dans le Plan national de développement, et a gagné en visibilité au niveau international. A ce titre, les organisations d'aqueducs communautaires ont transmis 4 rapports au Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'eau et à l'assainissement, afin de faire connaître leurs réalités et leurs propositions. Elles ont également mené 10 actions de plaidoyer et juridiques auprès du système interaméricain des droits humains, contribuant à renforcer leur reconnaissance internationale comme modèle de protection du droit à l'eau.

Les autorités publiques ont progressivement reconnu la gestion communautaire de l'eau, en simplifiant certains cadres administratifs, en ouvrant des espaces de dialogue et en facilitant la participation des communautés aux politiques publiques. Ce processus s'est appuyé sur 161 réunions du réseau national, 64 espaces de dialogue communautaire et une participation active à plusieurs instances institutionnelles, contribuant au renforcement des politiques publiques de l'eau.

Par ailleurs, des programmes ciblés ont permis d'améliorer l'accès à l'eau pour les populations les plus vulnérables. Dans ce cadre, 304 solutions techniques adaptées aux besoins locaux ont été mises en place, bénéficiant directement à plus de 1 000 personnes. Cela inclut notamment l'installation de 50 réservoirs d'eau et de systèmes de filtration dans les territoires les plus fragiles. Enfin, les initiatives de recherche-action et de monitoring environnemental communautaire ont permis de produire des données, d'améliorer la qualité de l'eau et de renforcer la défense des droits environnementaux. Ces actions ont permis de réaliser 415 suivis environnementaux, 187 analyses multiparamètres, 424 relevés automatiques via capteurs, ainsi que 22 analyses en laboratoire certifiées et 11 rapports communautaires de suivi environnemental.

« Le soutien d'emp'ACT et de la coopération solidaire genevoise a permis de professionnaliser des aqueducs communautaires à Bogotá et Cundinamarca et d'appuyer les communautés de Buenaventura pour que des milliers de foyers accèdent enfin à l'eau potable. Cette action intégrale démontre qu'une coopération solidaire peut générer des résultats puissants dans une société marquée par la guerre, les violences et les inégalités structurelles. »

Andreiev Pinzón F., Chargé de Projets, Enda Colombia

Colombie Gestion communautaire garante du droit humain à l'eau

| EN COURS | 2025-2028 | avec Enda Colombia

Cette nouvelle phase s'appuie sur le suivi environnemental, les technologies adaptées et les avancées législatives relatives à la gestion communautaire de l'eau, pour aider les communautés à faire face à la déforestation, à la pollution, à la surexploitation des ressources et aux impacts du changement climatique. Les régions prioritaires – Buenaventura, San Martín de los Llanos, Quinchía, Tasco et la zone rurale de Bogotá – restent au cœur du projet, qui s'étend désormais au sud du Pacifique (Nariño et Cauca). Le rôle des femmes y est central : elles participent pleinement à la planification et à la mise en œuvre des actions, développent leur autonomie et leur leadership, et contribuent à protéger l'eau et l'environnement.

Les réseaux d'aqueducs communautaires reçoivent un soutien financier et méthodologique, et utilisent des outils participatifs comme la cartographie sociale pour définir leurs priorités locales.

Le module de formation « École de défense du territoire et de l'eau », porté par ENDA Colombia et l'Université nationale de Colombie, a formé des groupes de femmes à la prévention des risques climatiques, à l'organisation collective et à la solidarité. Il a également renforcé l'intégration des communautés afro-colombiennes et autochtones dans les dispositifs de suivi environnemental, consolidant leur rôle dans la surveillance et la protection des ressources en eau.

Face à la crise climatique et à la marchandisation de l'eau, cette extension du projet vise à garantir que l'eau reste un bien commun et un droit humain, c'est-à-dire une eau suffisante, sûre, acceptable, accessible et abordable, et gérée collectivement dans l'intérêt général.

Analyse de la qualité de l'eau,
Bogota, © ENDA Colombia



Pérou Mujeres del Agua II : Empowerment des femmes rurales haute-andines dans l'action climatique et dans la sécurité hydrique

| EN COURS | 2024-2027 | DESCOSUR

Les communautés rurales des hauts plateaux andins restent confrontées à une situation environnementale et socio-économique difficile et en constante évolution. Les effets du changement climatique fragilisent les écosystèmes et les ressources en eau, tandis que la pression des activités minières, y compris illégales, accentue la dégradation des milieux naturels et la pollution des sources d'eau. Dans le bassin Quilca-Chili, la demande en eau devrait dépasser les ressources disponibles d'ici 2030, accentuant les tensions entre usages domestiques, agricoles et industriels. Par ailleurs, les zones rurales restent marquées par la pauvreté, un accès limité aux marchés et des conditions de vie précaires.

Dans ce contexte difficile, le projet a permis des avancées concrètes en 2 ans. Des partenariats ont été établis avec l'ONG SPDA, dans le cadre du projet « Puna Resiliente » (GIZ), ainsi qu'avec l'ONG ACEMAA, afin de renforcer les actions en faveur de l'eau et du climat et de former les femmes à la surveillance hydrologique. 32 propositions portées par des femmes rurales ont été élaborées, dont 18 présentées aux autorités, et l'adoption d'une politique publique régionale (Ordonnance régionale

n° 487), élaborée en réponse aux problématiques des feux de forêt, de la déforestation et de la pénurie d'eau dans la communauté de Chivay.

Le projet a également soutenu l'autonomie économique en milieu rural, avec 47 emplois créés à travers des modèles d'entrepreneuriat durable : 4 associations ont aujourd'hui des points de vente actifs, ayant permis la création d'emplois pour 44 femmes et 3 hommes. Par ailleurs, 24 artisanes ont été accompagnées dans l'élaboration de leurs plans d'affaires et l'accès à des financements. Elles ont également porté 3 initiatives sélectionnées ou primées au niveau régional, dont l'initiative « Tejiendo Resiliencia para el Futuro », financée à hauteur d'environ 100 000 CHF sur deux ans.

Sur le plan éducatif, 10 écoles ont développé des projets sur l'eau et le climat, mobilisant 780 élèves et 122 enseignant-e-s. Des actions de sensibilisation ont touché un large public. Ces résultats montrent une participation accrue des femmes rurales et des progrès concrets vers une meilleure gestion des ressources naturelles.



Mise en œuvre de projets de culture de l'eau dans les écoles, Arequipa, ©DESCOSUR

DROITS ET EMPOWERMENT DES FEMMES

Pérou Ciudad Mujer II : Femmes organisées pour une ville inclusive et égalitaire

| **TERMINÉ** | 2022-2025 | avec **Desco Ciudadano**

Le pays fait face à un affaiblissement des institutions démocratiques et à un recul des droits des femmes, dans un climat politique de plus en plus conservateur. Les politiques publiques en faveur de l'égalité de genre sont fragilisées. Sur le plan socio-économique, les femmes des quartiers périphériques sont particulièrement touchées par la précarité, le travail informel et la hausse du coût de la vie, tout en assumant une charge domestique importante. Les violences de genre restent élevées et l'accès à la justice est limité. Dans ce contexte, les organisations communautaires des femmes continuent de jouer un rôle clé en renforçant la solidarité, la participation et la défense de leurs droits.

Dans ce cadre, l'Agenda politique des femmes pour le droit à la ville de Lima s'est affirmé comme un levier structurant pour renforcer l'action collective et promouvoir une approche fondée sur les droits. Porté par un total de 191 associations de femmes, cet Agenda a permis de consolider leur présence dans l'espace public et de transformer leurs priorités en actions concrètes au niveau local. Au total, 964 femmes ont développé leurs compétences en leadership et plaidoyer, renforçant leur pouvoir d'agir. Parmi elles, 635 femmes ont participé à des échanges d'expériences, renforçant les apprentissages et les dynamiques de réseau à l'échelle locale, nationale et internationale.



Journée internationale des droits des femmes, mural commémoratif réalisé par des organisations de femmes à Lima, © DESCO CIUDADANO

Sur le plan de plaidoyer politique, les femmes ont participé à 7 initiatives législatives et à des processus de suivi des politiques publiques municipales, dans un contexte où la Politique nationale d'égalité de genre (DS N°008-2019-MIMP) reste encore partiellement appliquée.

Les actions de communication et de sensibilisation ont touché plus de 70 000 personnes, contribuant à renforcer la visibilité des enjeux liés au droit à la ville et à l'égalité de genre, tels que accès aux espaces publics sûrs et inclusifs, charge domestique et de soins non rémunérée, violences basées sur le genre.

Le projet se termine avec une forte appropriation de l'Agenda par les organisations de femmes et un renforcement accru des dynamiques collectives en faveur des droits des femmes, à travers des organisations capables d'agir de manière plus autonome, des réseaux consolidés et une capacité renforcée d'influence politique et sociale.

Pérou Ciudad Mujer III : Femmes mobilisées pour une ville inclusive

| EN COURS | 2025-2028 | avec Desco Ciudadano

Cette nouvelle phase, qui a débuté en novembre 2025, soutient les 40 organisations de femmes de Lima afin de structurer durablement leurs capacités d'action et leur visibilité, pour la construction de villes plus inclusives et égalitaires. Ces organisations sont des lieux de solidarité, de formation et d'action collective, où se construisent des stratégies collectives pour défendre leurs droits et améliorer leur quotidien. Afin d'assurer leur continuité il favorise la transmission entre générations, en valorisant l'expérience des femmes leaders et l'engagement des jeunes femmes, qui apportent des approches nouvelles et utilisent notamment les outils numériques.

Dans un contexte de vulnérabilité accrue des leaders communautaires — liée à la précarité, aux difficultés d'accès aux droits ou aux risques de clientélisme —, le projet les aide à être plus solides et mieux préparées pour faire face à ces défis. Les réseaux, collectifs et organisations de base restent essentiels pour s'entraider, innover et défendre les droits des femmes. Des lieux de rencontre et de communication seront développés pour renforcer leur visibilité et leur impact. Avec Ciudad Mujer III, l'Agenda politique des femmes évoluera pour aborder de nouvelles problématiques, en réponse aux priorités exprimées par les femmes : l'impact du changement climatique sur leurs conditions de vie, la reconnaissance et la redistribution du travail du care, l'attention portée aux personnes âgées, ou encore la promotion de l'agriculture urbaine comme levier de sécurité alimentaire.

Présentation du recueil de récits de vie des femmes leaders de l'Agenda Politique des Femmes, Lima, © DESCO CIUDADANO



Pérou Empowerment des filles et des adolescentes pour la restitution et la promotion de leurs droits

| TERMINÉ | 2022-2025 | avec Cesip

Au Pérou, les enfants et adolescent-e-s font face à des inégalités structurelles limitant l'exercice de leurs droits. Seuls 1,87 % du budget national sont consacrés à la protection de l'enfance. Les indicateurs restent préoccupants : 12,1 % des moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 34 % des moins de 3 ans d'anémie. L'accès à l'éducation est inégal, notamment en zone rurale (24 % des écoles sans Internet), tandis que 58 % des enfants en situation de handicap sont exclus du système éducatif. Les violences touchent majoritairement les filles (93 % des cas signalés) et seulement 15 % des plaintes aboutissent à une condamnation. Enfin, 45 % des enfants vivent dans la pauvreté multidimensionnelle, révélant une forte vulnérabilité.

Face à ces inégalités structurelles, le projet a été mis en œuvre afin de renforcer les droits et la protection des filles et des adolescentes dans leurs divers environnements.

Après 3 années d'intervention, le projet se termine avec un total de 496 adolescentes dotées de compétences renforcées en matière de leadership, de communication assertive et de reconnaissance des situations de violence, qui participent désormais activement à la vie scolaire. Il se conclut également par un impact notable sur la continuité de la scolarité, avec le maintien ou retour à l'école de 221 jeunes filles en risque de décrochage. Les familles ont adopté des pratiques éducatives plus positives, renforçant les liens avec l'école, notamment à Caicay. En effet, 125 parents en moyenne par an ont été formés, et plus de 3 550 adultes sensibilisés. 175 enseignant-e-s, formé-e-s à l'égalité de genre et à la prévention des violences, ont fait évoluer leurs pratiques, contribuant à une culture scolaire plus inclusive. La création d'espaces d'expression sûrs et participatifs (ateliers de prise de parole, estime de soi, etc.) a permis aux filles de se sentir respectées et écoutées.

Dans un contexte où les violences restent élevées, l'augmentation des signalements de violences tend à confirmer une prise de conscience accrue et une confiance renforcée dans les mécanismes de protection.

Comme le souligne une mère : « Avant, les profs faisaient aussi du harcèlement... maintenant cela a changé. »

Sources : INEI (ENDES), MINEDU, MIMP, Defensoría del Pueblo, UNICEF, CESIP



22 Oct, Journée Internationale de la fille, Lima, © CESIP

Pérou Voix et droits : empowerment des filles et adolescentes pour plus d'égalité

| EN COURS | 2025-2028 | avec Cesip

La phase précédente a permis aux filles et adolescentes de 3 districts ciblés de s'exprimer, de gagner en autonomie et de renforcer leur confiance en elles. Cependant, leur entourage familial et communautaire reste souvent réticent aux changements, limitant l'impact de leurs actions. Les institutions locales de protection demeurent insuffisamment dotées en ressources et infrastructures. Il est désormais crucial de créer un environnement sûr, participatif et protecteur pour assurer des changements durables.

Le projet vise à donner aux jeunes filles les moyens d'influencer les décisions qui les concernent à l'école, dans leur famille et au sein de la communauté. Il met l'accent sur le développement du leadership et leur implication dans la vie sociale et collective, en utilisant la communication, la radio, la technologie et l'art comme vecteurs de changement. La collaboration avec les institutions locales de protection de l'enfance est renforcée pour promouvoir les droits des adolescentes et ancrer ces principes au niveau local. Les actions s'étendent également au-delà du cadre familial et scolaire, en impliquant les groupes de quartier et associations locales et les parents comme acteurs du changement, notamment dans les zones rurales comme Caicay. Enfin, un guide de tutorat sera élaboré pour les enseignants-e-s afin d'intégrer durablement les thématiques du projet – égalité de genre, prévention de la violence et participation des adolescentes – dans les pratiques scolaires.

La continuité de ce projet est essentielle pour garantir un processus d'empowerment durable, transformant les conditions de vie des filles et adolescentes tout en favorisant un environnement scolaire, familial et communautaire plus équitable et protecteur.



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

Togo Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les Régions Centrale et Kara / phase 3

| EN COURS | 2023-2025 | avec Gradse

Le projet a eu un impact notable sur la vie des 780 membres des 30 coopératives et leurs familles, soit environ 3'120 personnes. Les coopératives ont renforcé la solidarité et l'entraide, grâce à des mécanismes d'épargne collective, comme la « caisse à 3 clés », qui permet de constituer une réserve commune pour faire face aux imprévus individuels et soutenir les activités économiques collectives.

Les AGR (activités génératrices de revenus) ont produit des effets économiques significatifs sur l'ensemble de la chaîne de valeur, avec une hausse des ventes (20-30 %), une augmentation moyenne des revenus de 45 % et une réduction des pertes post-récolte estimée à 30 %. Cela a eu des effets positifs directs : hausse de la scolarisation des enfants, amélioration de l'accès aux soins de santé, et meilleure sécurité alimentaire (passage d'un à deux ou trois repas par jour dans la plupart des ménages).

Les avancées témoignent également d'une nette amélioration de l'accès des femmes aux ressources productives et aux espaces de décision, les femmes représentant 60 % des membres et des instances de gouvernance. Cela se reflète dans leur quotidien : elles participent désormais à l'économie du foyer, occupent des fonctions de direction au sein des coopératives et ne sont plus contraintes de migrer, améliorant leur sécurité et leur statut social. De plus, environ 3 550 adultes ont été sensibilisé-e-s, contribuant à un environnement social plus favorable à l'égalité de genre.



« Depuis que je travaille, je n'ai plus besoin de me rendre au village. J'y vais seulement pour acheter des habits pour les enfants, mais plus pour me procurer de la nourriture. »

Femme productrice coopérative Lanhèzi, Aou-Mono

Toutefois, la population togolaise continue de faire face à de forts défis environnementaux et climatiques, notamment les sécheresses, la pénurie d'eau et la déforestation croissante, désormais visible même aux abords des villages.

Dans ce contexte difficile, le développement économique, la sécurité alimentaire et la cohésion sociale dépendent directement de la capacité des communautés à s'adapter aux changements climatiques et aux inégalités. Une nouvelle phase du projet s'appuiera sur ces réussites pour renforcer davantage l'autonomie économique des femmes et des jeunes, soutenir les coopératives locales, promouvoir l'agroécologie et intégrer davantage d'initiatives de sensibilisation et de protection de l'environnement.

Femme leader de coopérative de maraîchage, village Aguidagbadè, © emp'ACT



Togo Entrepreneuriat agricole durable porteur de développement économique local

| **TERMINE** | 2022-2025 | avec **MVCP**

Dans les régions Centrale et des Plateaux, les 14 communautés rurales accompagnées, confrontées à des infrastructures limitées et aux effets du changement climatique, font face à d'importants défis structurels. L'accès à l'eau demeure un enjeu central, tant pour les activités agricoles que pour les besoins essentiels. Malgré ces contraintes, les dynamiques locales témoignent d'une forte capacité d'adaptation : les communautés s'impliquent activement et consolident progressivement leurs initiatives économiques.

Avicultrice, village Bagnabagna, © emp'ACT



À la fin du projet, les changements sont visibles. Les revenus des producteurs.rice.s ont augmenté en moyenne de 36 %, grâce à de meilleures récoltes et la diversification des activités. Au total, 562 emplois ont été créés et plus de 430 producteurs.rice.s accèdent désormais aux marchés via les coopératives. Celles-ci jouent un rôle clé, en structurant les filières, en facilitant la collaboration et l'entraide entre les membres, l'accès aux financements et aux intrants de qualité. Les femmes ont vu leur rôle se renforcer dans la transformation et la commercialisation, gagnant ainsi en autonomie économique. Les effets se font aussi sentir sur les plans social et environnemental : adoption de pratiques agroécologiques, contribuant à une meilleure gestion des ressources naturelles et à une prise de conscience accrue des enjeux climatiques.

« Moi je suis veuve... Nous avons 4 enfants. L'aîné est à l'université, un au lycée et les autres au collège. J'ai été appuyée par ce projet en avril 2024... En octobre 2024 j'ai vendu 7 coqs à 6500 l'unité et 4 poules à 4500 l'unité. Cet argent m'a permis d'acheter les fournitures pour mes enfants et payer les cotisations à l'école. »

Avicultrice

Togo Entrepreneuriat agricole durable, promoteur de la transition agroécologique et de la gestion durable des territoires

| EN COURS | 2025-2028 | avec MVCP

La nouvelle phase s'inscrit dans la continuité des acquis, tout en étendant les impacts à de nouveaux villages et filières à forte demande (haricot, sorgho, maïs, élevage, noix de cajou), pour un total de 518 personnes, dont 260 femmes.

Les 20 coopératives créées lors de la première phase bénéficient d'un accompagnement technique et organisationnel pour atteindre une autonomie durable. Le projet poursuit également son appui aux filières soja bio, riz, cacao en agroforesterie, afin de renforcer la compétitivité, structurer les chaînes de valeur et contribuer à la diversification des revenus et à la sécurité alimentaire. Il soutient en parallèle des activités de transformation et de prestations de services agricoles qui répondent à des besoins concrets: des équipements de proximité, tels que les moulins à manioc, réduisent la pénibilité du travail, tandis que les activités de transformation créent de nouvelles opportunités, y compris pour les personnes les plus vulnérables.

En renforçant les capacités locales, en diversifiant les filières et en promouvant une agriculture adaptée aux défis climatiques, cette nouvelle phase contribue à une transition écologique et économique durable des territoires ruraux.



Coopérative de riz, village Afogolo, © emp'ACT

Togo Programme d'Appui à la Gouvernance et aux Dynamiques des Territoires de 6 Communes des Régions de Plateaux et Maritime au Togo (PAGDYT)

| EN COURS | 2023-2026 | avec ETD

En 2025, le projet a évolué dans un contexte sociopolitique instable au Togo, marqué par une réforme constitutionnelle contestée, en raison de son adoption sans consultation populaire et des inquiétudes liées à la concentration du pouvoir. Cette situation s'est accompagnée d'une dégradation des conditions de vie et de tensions sociales, réduisant l'espace civique et accentuant la méfiance envers les initiatives participatives.

Malgré ces défis, le projet a renforcé la dynamique communautaire. La réorganisation des cadres de concertation (espaces de dialogue entre habitant.e.s, élus et organisations locales), a favorisé les échanges et la gouvernance locale. Au total, 150 personnes – membres de comités, autorités locales, jeunes et groupes de femmes – ont été formées, pour mieux s'impliquer dans la gestion de leur territoire.

Le projet a également soutenu 32 initiatives économiques locales (agriculture, transformation, apiculture, élevage) et a permis la réalisation de 9 infrastructures communautaires (hangars de marché, un quai pour le bétail, forages solaires), tout en contribuant à la restauration de 8 hectares de forêt. Ces résultats témoignent de progrès concrets et d'une bonne capacité d'adaptation aux besoins des communautés.



Apiculteur, coopérative d'apiculture, village Baya Kopé, © emp'ACT

Togo Accès durable à l'eau, un pas vers la souveraineté alimentaire au Togo

| EN COURS | 2025-2027 | avec CETRAMODE

La région des Savanes, au nord du Togo, est très vulnérable au changement climatique et à l'insécurité alimentaire. Sa population rurale dépend d'une agriculture de subsistance fragilisée par des sols dégradés, un climat aride et des techniques peu productives. Le manque d'accès à l'eau pour l'irrigation aggrave la malnutrition et les pénuries alimentaires. Améliorer l'accès à l'eau est donc essentiel pour renforcer la production agricole et la sécurité alimentaire.

Face à ces contraintes, cette première année du projet a privilégié la réalisation d'un forage équipé d'un polytank de 5 000 litres et de deux citernes avec robinet pour alimenter un site maraîcher collectif et fournir de l'eau potable aux habitant.e.s. Les populations se sont activement engagées dans le projet : 100 femmes formées à la fabrication de fours améliorés pour réduire la consommation de bois et de charbon, 30 femmes au compostage, et 40 producteur.rice.s à l'irrigation goutte-à-goutte. Les premières pratiques durables d'utilisation de l'eau et de gestion des sols ont été adoptées, et la production maraîchère a démarré. Ces résultats posent les bases de la transition agroécologique et de la gestion durable de l'eau dans les six villages d'intervention pour les années à venir.



Essai de pompage d'eau à l'énergie solaire, Dassoute, © CETRAMODE

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025

Période du
1^{er} janvier 2025
au 31 décembre 2025

	2025	2024
PRODUITS affectés aux projets (cf. Annexe 2)		
Financements FGC – Communes (net)	421 268	361 921
Financements FGC – Ville de Genève	132 194	157 786
Financements FGC – État de Genève	130 000	87 125
Financements FGC – DDC	263 142	319 709
Sous-Total Financements FGC	946 604	926 541
Financements divers (Hors FGC)	66 155	147 940
Sous-Total Financements divers	66 155	147 940
TOTAL produits affectés aux projets	1 012 759	1 074 481
PRODUITS non affectés aux projets		
Dons et cotisations	12 765	12 626
Don exceptionnel	19 988	
Honoraires et revenus pour prestations	2 000	9 600
Subvention Ville de Genève	15 810	15 810
Recettes de manifestations	15 794	8 419
TOTAL des produits non affectés	66 357	46 455
TOTAL DES PRODUITS	1 079 116	1 120 936
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC (Cf. Annexe 1)	-765 813	-731 895
Dépenses des projets sur fonds divers (Cf. Annexe 1)	-85 289	-131 901
TOTAL charges des projets	-851 102	-863 796

	2025	2024
Frais de fonctionnement		
Frais de personnel	-150 887	-120 939
Loyers + charges des locaux + locations salles	-14 454	-14 424
Assurances	-508	-508
Frais bureautiques et informatiques	-2 213	-2 031
Frais de télécommunications et affranchissements	-1 960	-2 638
Frais publications	-3 804	-4 064
Honoraires divers	-7 567	-7 567
Frais de fonctionnement divers (réunions, etc.)	-1 301	-2 293
TOTAL des frais de fonctionnement	-182 694	-154 464

Participation aux réseaux

Cotisations	-750	-600
Participation financière FGC	-9 466	-9 265
TOTAL participation aux réseaux	-10 216	-9 865

Fonds attribués aux projets

Transfert fonds propres sur projets	-13 000	-3 000
TOTAL transfert fonds propres sur projets	-13 000	-3 000

TOTAL DES CHARGES **-1 057 013** **-1 031 126**

	2025	2024
Résultat d'exploitation de l'exercice	22 104	89 810
Produits financiers	7	45
Charges financières	-266	-269
Résultat financier	-260	-224
Charges exceptionnelles	-381	-881
Produits exceptionnels		
Résultat exceptionnel	-381	-881
Résultat avant variation des fonds	21 463	88 705
Allocations aux fonds affectés (cf. annexe 1)	-1 012 759	-1 074 481
Utilisations des fonds affectés (cf. annexe 1)	851 483	863 796
Indemnités pour gestion sur fonds (cf. annexe 1)	146 918	124 026
Résultat de l'exercice (+bénéfice/-perte)	7 105	2 044

BILAN AU 31/12/2025

ACTIF	2025	2024
Disponibilités		
Caisse	172	16
CCP	10 574	5 116
BCGE	240 288	135 507
TOTAL	251 034	140 639
Autres actifs circulants		
Débiteurs divers	10 000	83 106
Créances sociales et fiscales	1 037	2 075
Cautions	6 391	6 385
TOTAL	16 649	91 566
TOTAL ACTIF	267 683	232 204

PASSIF	2025	2024
Capitaux étrangers à court terme		
Dettes sociales et fiscales	2 879	1 640
Créanciers et passifs de régularisation	9 821	9 265
Fonds affectés pour projets en cours (voir Annexe 1)	246 598	219 240
TOTAL	258 519	230 145
Capitaux propres		
Résultat reporté	2 059	14
Résultat de l'exercice	7 105	2 044
TOTAL	9 164	2 058
TOTAL PASSIF	267 683	232 204



Atelier monitoring environnemental, Réserve Nationale Salinas y Aguada Blanca, © DESCOSUR

ANNEXE 1 : TABLEAU DE VARIATION DES FONDS AFFECTÉS AUX PROJETS EN 2025

Pays	Nom du Projet	Report au 01.01.2025	Allocations (net) FGC	Fonds divers affectés	Utilisations des fonds FGC affectés	Utilisations des fonds divers affectés	Frais de gestion	Transferts Internes	Solde au 31.12.25
Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2025									
Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire garante du droit humain à l'eau	0	159 599		-60 654		-19 950		78 995
Colombie	Antioquia P. de sábila Gestion communautaire et publique de l'eau	0	133 281		-104 396	-1 407	-16 660		10 818
Pérou	Lima, Cusco CESIP Voix et droits: empowerment des filles pour plus d'égalité	0	118 400	15 120	-77 703	-11 280	-17 800		26 736
Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer III:	0	80 000	35	-40 572		-10 000		29 463
Pérou	Arequipa DescoSur Mujeres del agua II	80 911	98 500		-114 667		-13 467		51 278
Togo	R.Centrale, Kara GRADSE Sécurité Alimentaire et empowerment femmes et jeunes	0	33 000				-4 125	10 161	39 036
Togo	R. Centrale, Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable	0	100 000		-85 577		-12 500		1 923
Togo	Plateaux, R.Maritime ETD Développement des territoires	9 123	87 000		-88 221		-13 629	3 602	-2 125
Suisse	Genève Black Movie 2026 L'ailleurs comme miroir	0	4 868		-4 625		-243		0
Sous-total		90 034	814 648	15 155	-576 416	-12 688	-108 374	13 763	236 123
Projets cofinancés via la FGC terminés au 31.12.2025									
Pérou	Lima, Cusco CESIP Restitution de droits pour adolescentes	19 384	19 700		-37 637		-2 463	1 015	0
Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer II:	41 814	18 849	20 000	-58 422	-16 667	-9 370	3 795	0
Togo	R. Centrale, Plateaux MVCP Entrepr. agricole durable	-7 623	9 850				-6 408	4 181	0
Togo	R.Centrale, Kara GRADSE Renforcement securité alimentaire	30 324	78 080	25 000	-82 362	-22 050	-18 830	-10 161	0
Suisse	Genève Black Movie 2025 Dialogues sur cinéma et justice sociale	5 663			-5 636			-27	0
Suisse	Genève Les ONG sous les feux de l'œil		5 477		-5 340	-400	-274	537	0
Sous-total		89 563	131 956	45 000	-189 397	-39 117	-37 345	-660	0
Total projets cofinancés par la FGC en cours et terminés au 31.12.2025		179 597	946 604	60 155	-765 813	-51 805	-145 718	13 103	236 123
Projets financés hors FGC en cours au 31.12.2025									
Togo	Savanes Cetramode Eau garante de souveraineté alimentaire	39 101		6 000		-33 485	-1 200		10 417
Divers	Projets divers (fonds propres)	542		13 000		-381		-13 103	58
Sous-total		39 643	0	19 000	0	-33 866	-1 200	-13 103	10 475
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINÉS au 31.12.2025		219 240	946 604	79 155	-765 813	-85 289	-146 918	0	246 597

ANNEXE 2 : FINANCEMENTS REÇUS POUR LES PROJETS EN 2025

A - FINANCEMENTS FONDS PUBLICS REÇUS VIA FGC

						Brut	Net
Total communes	425 265	Anières FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire		10 000	10 000
Net :	421 268	Bernex FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire		21 465	21 143
		Carouge FGC	Pérou	Arequipa Descosur Mujeres del Agua II		100 000	98 500
		Chêne-Bougeries FGC	Colombie	Antioquia PENCA Gestion communautaire et publique de l'eau		64 076	64 076
		Choulex FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Voix et droits : empowerment des filles pour plus d'égalité		5 000	5 000
		Collex FGC	Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire garante du droit humain à l'eau		5 685	5 685
		Confignon FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable		10 000	9 850
		Lancy FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Voix et droits : empowerment des filles pour plus d'égalité		40 000	39 400
		Onex FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes		20 000	19 700
		Puplinge FGC	Colombie	Antioquia PENCA Gestion communautaire et publique de l'eau		10 000	10 000
		Thônex FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Voix et droits : empowerment des filles pour plus d'égalité		14 000	14 000
		Vernier FGC	Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire garante du droit humain à l'eau		125 039	123 914
Ville de Genève	132 194	Ville de Genève FGC	Colombie	Antioquia PENCA Gestion communautaire et publique de l'eau		30 000	30 000
		Ville de Genève FGC	Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive		8 849	8 849
		Ville de Genève FGC	Pérou	Ciudad Mujer III		20 000	20 000
		Ville de Genève FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Voix et droits : empowerment des filles pour plus d'égalité		10 000	10 000
		Ville de Genève FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable		23 000	23 000
		Ville de Genève FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime ETD Gouvernance et dynamiques des territoires		30 000	30 000
		Ville de Genève FGC	Suisse	Les ONG suos les feux de Filmar		5 477	5 477
		Ville de Genève FGC	Suisse	Genève Black Movie 2026 L'ailleurs comme miroir		4 868	4 868
État de Genève	130 000	Etat Genève FGC	Pérou	Ciudad Mujer III		60 000	60 000
		Etat Genève FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable		27 000	27 000
		Etat Genève FGC	Togo	Région centrale GRADSE Sécurité alimentaire et empowerment femmes et jeunes		10 000	10 000
		Etat Genève FGC	Togo	Région centrale et Kara GRADSE Renforcement sécurité alimentaire		33 000	33 000
Confédération	263 142	DDC FGC	Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire garante du droit humain à l'eau		30 000	30 000
		DDC FGC	Colombie	Antioquia PENCA Gestion communautaire et publique de l'eau		29 205	29 205
		DDC FGC	Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive		10 000	10 000
		DDC FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Voix et droits : empowerment des filles pour plus d'égalité		50 000	50 000
		DDC FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime ETD Gouvernance et dynamiques des territoires		57 000	57 000
		DDC FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire		36 937	36 937
		DDC FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable		50 000	50 000
Total fonds publics (FGC)						950 601	946 604

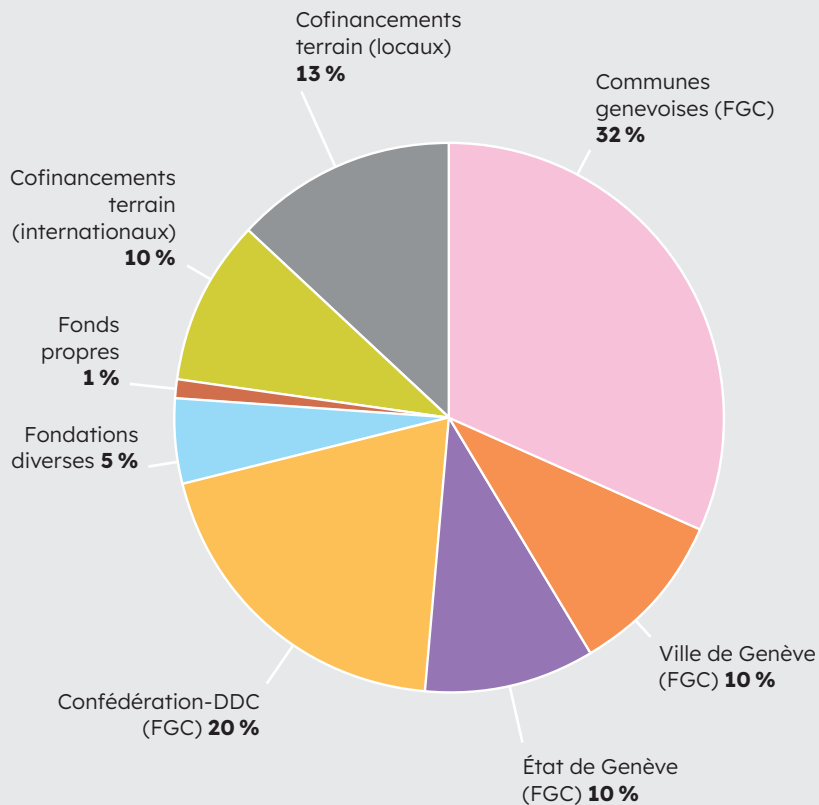
B • FINANCEMENTS DIVERS (HORS FGC)

					Brut	Net
Divers	66 150	Commune d'Elgg	Togo	Savanes Cetramode Eau et agroécologie garantes de la souveraineté alimentaire	6 000	6 000
		Daster-Schild Stiftung	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	25 000	25 000
		Fondation partenaire anonyme (à sa demande)	Pérou	Lima et Cosco CESIP Voix et droits : empowerment des filles pour plus d'égalité	15 000	15 000
		Fondation Fokus Frauen	Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	20 000	20 000
		Fonds divers	Pérou	Divers	155	155
Total fonds divers					66 155	66 155
Fonds propres	13 000	Fête de la Musique et Race for Gift	Divers	Divers projets	13 000	13 000
Total Fonds propres					13 000	13 000
TOTAL REÇU POUR LES PROJETS EN 2023					1 029 756	1 025 759

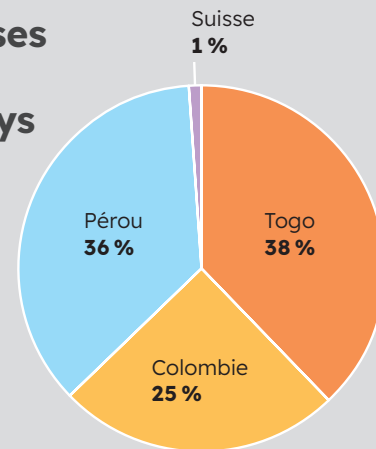


Atelier de jus de fruits,
Sokodé, © GRADSE

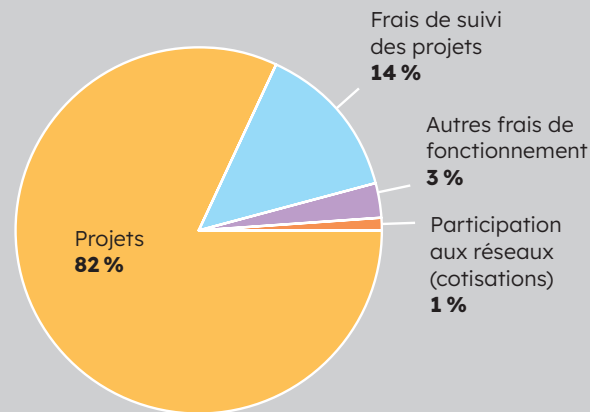
Sources de financement pour projets (2024)



Dépenses projets par pays



Affectation des fonds



**EN 2025, emp'ACT A PU MENER
SES ACTIONS GRÂCE AU
SOUTIEN FINANCIER DES
INSTITUTIONS SUIVANTES :**

- DDC - Direction de la Coopération
au Développement (FGC)
- Etat de Genève (FGC)
- Ville de Carouge (FGC)
- Ville de Genève (FGC)
- Ville de Lancy (FGC)
- Ville d'Onex (FGC)
- Ville de Vernier (FGC)
- Commune d'Anières (FGC)
- Commune de Bernex (FGC)
- Commune de Chêne-Bougeries (FGC)
- Commune de Choulex (FGC)
- Commune de Collex (FGC)
- Commune de Confignon (FGC)
- Commune d'Elgg
- Commune de Puplinge (FGC)
- Commune de Thônex (FGC)
- Fondation Daster-Schild
- Fondation Fokus Frauen

UN
GRAND
MERCII

**NOUS REMERCIONS CHALEUREUSEMENT
NOS 350 MEMBRES DONATEUR·TRICE·S
POUR LEUR SOUTIEN ET LEUR SOLIDARITÉ.**

Justice environnementale et accès à l'eau
Droits et empowerment des femmes
Souveraineté alimentaire et énergétique



emp'
initiatives solidaires
et durables ACT
www.emp-act.ch



Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association. La cotisation annuelle est de 50 CHF.



Faire un don

En soutenant financièrement emp'ACT, vous apportez une contribution précieuse pour le développement en Afrique et Amérique du Sud. Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

Vos cotisations et dons sont indispensables pour faire vivre notre association !

Suivez-nous sur :   

emp'ACT

Rue de Villereuse 6 – 1207 Genève

Téléphone : 022 329 67 68

Email : info@emp-act.ch

www.emp-act.ch

IBAN : CH 98 0900 0000 1200 11147